

MARC COMBY

PHILIPPE VAILLANCOURT

MILITANT SYNDICAL ET POLITIQUE



v1b éditeur

PHILIPPE VAILLANCOURT
MILITANT SYNDICAL ET POLITIQUE
de Marc Comby
est le neuf cent huitième ouvrage
publié chez
VLB ÉDITEUR
et le quatre-vingt-huitième de la collection
« Études québécoises »
dirigée par Robert Comeau.

Mes remerciements vont à Émile Boudreau, Louis Cauchy, François Chapados, Robert Comeau, Bernard Dansereau, Fernand Daoust, Robert Demers, Yves Demers, Lyne Des Ruisseaux, Paul Doyon, Édouard Gagnon, Gabriel Gagnon, Jean-Jacques Jauniaux, Guy Lamarche, André Leclerc, Julien Major, Jacques-Victor Morin, Huguette Plamondon, Guy Rocher, Jacques Rouillard, Pierre Vadeboncoeur et Lise Vaillancourt.

Ainsi qu'au personnel des services d'archives de l'UQAM, de l'Université de Montréal, de l'Université Laval, du Musée de la civilisation à Québec, de Bibliothèque et Archives Canada et du Centre de documentation de la Fédération des travailleurs du Québec.

VLB éditeur bénéficie du soutien de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son programme d'édition.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication.

PHILIPPE VAILLANCOURT
MILITANT SYNDICAL ET POLITIQUE

**CHAIRE Hector-Fabre
d'histoire du Québec
UQAM**

La Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec a été créée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2003. Cette chaire institutionnelle, créée par Robert Comeau, et dont le titulaire est Jean-Marie Fecteau, professeur au Département d'histoire de l'UQAM, a pour objectif de contribuer au développement et à la diffusion de recherches en histoire politique du Québec. Cette chaire est financée principalement par la Fondation du Prêt d'honneur, organisme sans but lucratif voué au soutien à l'éducation des jeunes Québécois depuis 1944, mais également par les trois centrales syndicales CSN, CSQ et FTQ, et par le Mouvement Desjardins.

La Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec encourage et soutient des projets de recherche de jeunes chercheurs et d'étudiants, organise des colloques et favorise la large diffusion de travaux s'inscrivant dans ses cinq axes de recherche par le biais de son site Internet, de sa participation au *Bulletin d'histoire politique* et par la coédition avec VLB éditeur d'ouvrages scientifiques paraissant dans la collection « Études québécoises ».

Les cinq axes de recherche en histoire politique sont : l'enseignement et l'écriture de l'histoire au Québec ; l'histoire du nationalisme québécois et de la formation de l'identité politique ; l'histoire ouvrière et syndicale au Québec ; l'histoire des relations internationales du Québec ; et l'histoire des Canadiens français/Québécois face aux guerres.

Pour nous joindre : <chaire-hector-fabre@uqam.ca> ou <comeau.robert@uqam.ca>.

Site web : <www.unites.uqam.ca/chf>.

MARC COMBY

PHILIPPE VAILLANCOURT

MILITANT SYNDICAL ET POLITIQUE

v1b éditeur

Une compagnie de Quebecor Media

VLB ÉDITEUR

Groupe Ville-Marie Littérature inc.
Une compagnie de Quebec Media
1010, rue de La Gauchetière Est
Montréal (Québec) H2L 2N5
Tél.: 514 523-1182
Télééc.: 514 282-7530
Courriel: vml@sogides.com

Maquette de la couverture: Nicole Lafond
Photo de la couverture: coll. Lise Vaillancourt

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada

Comby, Marc, 1960-

Philippe Vaillancourt: un militant syndical et politique
(Études québécoises)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-89649-082-0

1. Vaillancourt, Philippe, 1913-1984. 2. Vaillancourt, Philippe, 1913-1984 –
Activité politique. 3. Syndicalisme – Québec (Province) – Histoire – 20^e siècle.
4. Dirigeants syndicaux – Québec (Province) – Biographies. I. Titre.
II. Collection: Études québécoises.

HD6525.V34C65 2009 331.88092 C2009-942071-6

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS:

- Pour le Québec, le Canada
et les États-Unis:
LES MESSAGERIES ADP*
955, rue Amherst
Montréal (Québec) H2L 3K4
Tél.: 514 523-1182
Télééc.: 450 674-6237
*filiale du Groupe Sogides inc.,
filiale du Groupe Livre Quebec Media inc.
- Pour la Belgique et la France:
Librairie du Québec / DNM
30, rue Gay-Lussac
75005 Paris
Tél.: 01 43 54 49 02
Télééc.: 01 43 54 39 15
Courriel: direction@librairieduquebec.fr
Site Internet: www.librairieduquebec.fr
- Pour la Suisse:
TRANSAT SA
C. P. 3625, 1211 Genève 3
Tél.: 022 342 77 40
Télééc.: 022 343 46 46
Courriel: transat-diff@slatkine.com

Pour en savoir davantage sur nos publications,

visitez notre site: www.edvlib.com

Autres sites à visiter: www.edhexagone.com • www.edtypo.com
www.edjour.com • www.edhomme.com • www.edutilis.com

© VLB ÉDITEUR et Marc Comby, 2009

Dépôt légal: 4^e trimestre 2009

Tous droits réservés pour tous pays

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2009

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN 978-2-89649-082-0

Liste des sigles

AANB	Acte de l'Amérique du Nord britannique
ACW	Amalgamated Clothing Workers
AFL	American Federation of Labor
ALN	Action libérale nationale
AOC	Association ouvrière canadienne
APM	Alliance des professeurs de Montréal
BIT	Bureau international du travail
CAP	Comité d'action politique
CCF	Cooperative Commonwealth Federation
CCSNM	Conseil central des syndicats nationaux et catholiques de Montréal
CCT	Congrès canadien du travail
CEQ	Centrale de l'enseignement du Québec
CIO	Congress of Industrial Organizations
CISL	Confédération internationale des syndicats libres
CLR	Canadian League of Rights
CMTC	Congrès des métiers et du travail du Canada
CMTM	Conseil des métiers et du travail de Montréal
CMTQ	Conseil des métiers et du travail de Québec et Lévis
CPT	Congrès pancanadien du travail
CRO	Commission des relations ouvrières
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CST	Conseil supérieur du travail
CTC	Congrès du travail du Canada
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
CTM	Conseil du travail de Montréal
CWS	<i>Cooperative Wage Study</i>
FCEM	Fraternité canadienne des employés municipaux

FCT	Fédération canadienne du travail
FPTQ	Fédération provinciale du travail du Québec
FRAP	Front d'action politique des salariés de Montréal
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
FUIQ	Fédération des unions industrielles du Québec
GRC	Gendarmerie royale du Canada
ICEA	Institut canadien d'éducation des adultes
IUE	Union internationale des ouvriers en électricité
JOC	Jeunesse ouvrière catholique
LAS	Ligue d'action socialiste
LRs	Ligue de reconstruction sociale
LUO	Ligue d'unité ouvrière
MSA	Mouvement souveraineté-association
NPD	Nouveau Parti démocratique
ONF	Office national du film
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OUTA	Ouvriers unis du textile d'Amérique
PC	Parti communiste
PLQ	Parti libéral du Québec
PO	Parti ouvrier
POC	Presse ouvrière coopérative
PQ	Parti Québécois
PSD	Parti social-démocratique
PSQ	Parti socialiste du Québec
SCFP	Syndicat canadien de la fonction publique
TAVA	Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique
UCC	Union catholique des cultivateurs
UIOVD	Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames
UN	Union nationale
UNO	Union nationale ouvrière
UOTA	Union des ouvriers du textile d'Amérique
WEA	Workers' Educational Association

CHAPITRE PREMIER

L'enfance et la jeunesse

La biographie est aussi un fragment d'histoire sociale dans la mesure où l'individu n'existe pas hors de la culture et de la société dans lesquelles il a grandi et dont il émane.

David FRANK

Point n'est besoin pourtant d'invoquer un devoir de gratitude; pour inciter le profane à s'instruire de l'histoire ouvrière, il suffit de souligner que l'histoire tout court reste inintelligible aussi longtemps qu'elle oublie la part majeure qu'y ont jouée, au cours du dernier siècle, les organisations syndicales.

Quant aux travailleurs eux-mêmes, ils savent que l'histoire est la seule mémoire des groupes et qu'aucun groupe humain ne progresse vraiment s'il perd conscience de son passé.

Gérard PELLETIER
et Philippe VAILLANCOURT

Philippe Vaillancourt, enfant de la ville issu du milieu ouvrier, est né le 16 juin 1913 dans la paroisse de Saint-Sauveur, à Québec; il a deux sœurs dont il est l'aîné. Son père travaille à son compte en tant que peintre en bâtiment. Saint-Sauveur est un quartier ouvrier situé dans la basse-ville de Québec. Il est à Québec ce que Saint-Henri est à Montréal.

La fierté de son grand-père

Le jeune Vaillancourt n'a qu'un an quand éclate la Première Guerre mondiale. Au Canada, la résistance des Canadiens français à l'enrôlement est annonciatrice de la montée d'un nationalisme antibritannique. Le gouvernement fédéral conservateur de Robert Borden est mécontent, car le nombre de Canadiens français sous les drapeaux est loin d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé. C'est que l'enrôlement se fait sur une base volontaire. Au mois d'août 1916, les organisations ouvrières constatent que le gouvernement est en train de dresser un inventaire de la main-d'œuvre et le soupçonnent de préparer la conscription. Les syndicats jonglent avec l'idée de déclencher une grève générale si la conscription est décrétée. Recevant l'assurance de la part de certains haut placés au gouvernement qu'il n'y aura pas de conscription, le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) hésite à maintenir le mot d'ordre de grève et décide finalement de ne pas s'opposer à ce que les travailleurs s'inscrivent sur les listes d'enregistrement. À Montréal, cette position ne plaît pas au Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM), tandis que les clubs ouvriers, regroupés dans une fédération, sont sur le qui-vive, prêts à mobiliser la population. Il ne faut qu'une annonce de l'intention du gouvernement fédéral de décréter l'enrôlement obligatoire pour déclencher des mouvements d'opposition dont les plus actifs sont les clubs ouvriers. Le CMTM, pour sa part, ne prend pas toute la place qu'il devrait dans ces mouvements. La plupart des journaux francophones dénoncent le projet de conscription tandis que des ligues anticonscriptionnistes sont créées. Des assemblées nombreuses ont lieu et on proteste avec véhémence. Des émeutes éclatent à Montréal et à Québec. M^{sr} Bruchési, archevêque de Montréal, écrit à Borden, le 31 août: «Le peuple est ameuté. Il peut se porter à tous les excès. Les bagarres se succèdent. Des tueries sont à craindre dans nos villes. Les gens des campagnes ne se rendront pas. Ils semblent décidés à tout. Et il n'y a personne capable de les calmer. La vie de tous ceux qui ont favorisé ou voté cette loi est en danger¹.»

En juillet 1917, la Loi du service militaire obligatoire (*Military Service Act*) est adoptée par la Chambre des communes

(101 voix pour, 44 contre). Le Parlement fédéral en sort divisé entre députés francophones et anglophones. Devant cet état de fait, le CMTC délaisse le front économique en refusant d'organiser une grève générale et s'engage sur le front politique en approuvant le projet de création d'un parti ouvrier en vue des élections fédérales prévues pour décembre 1917. Le Parti ouvrier est fondé, mais le court laps de temps qui sépare sa création des élections ne lui permet pas de présenter de candidats. La venue d'un tel parti marque certes le début d'un mouvement de rupture avec les conservateurs, mais les organisations syndicales ne sont pas prêtes à s'y atteler. Dans ces circonstances, le Parti libéral canalise le mouvement d'opposition à la conscription, tandis que les clubs ouvriers appuient des candidatures portant l'étiquette d'«ouvriers-libéraux». Les conservateurs de Robert Borden sont reportés au pouvoir avec 57 % des voix et 153 députés contre 82 pour le Parti libéral de Wilfrid Laurier. Au Québec, les libéraux font élire 62 députés sur une possibilité de 65 et récoltent 72,4 % des votes.

Sous le coup de la Loi sur les mesures de guerre, les résistants et conscrits sont pourchassés. À la fin de mars 1918, la ville de Québec est le lieu d'une émeute, la loi martiale est proclamée. Dans le quartier Saint-Roch, l'arrestation, le 29 mars, d'un conscrit du nom de Joseph Mercier déclenche un mouvement de révolte populaire qui durera quatre jours. Le grand-père de Philippe Vaillancourt, qui n'est pas un homme particulièrement politisé et qui se tient loin des foules, monte cette fois aux barricades. L'armée intervient et tire dans la foule : cinq civils sont abattus, des dizaines d'autres sont blessés. Linteau écrit : «La conscription est un échec, on ne réussit à conscrire que 19050 Québécois, tandis que 18827 autres refusent de se soumettre. Le Canada sort de la guerre profondément divisé et le nationalisme canadien-français des années 1920 sera profondément marqué par cette expérience². » Dans la famille de Philippe, on ne parlait pas de politique ni de syndicalisme. Jusqu'aux événements de la conscription, raconte Vaillancourt, «on était plutôt bleu dans la famille³». Elle se détache des conservateurs après l'entrée en vigueur de la conscription, en 1917. Quand l'épisode de l'émeute se produit, Philippe Vaillancourt est évidemment trop jeune pour avoir conscience de la gravité de la situation. En avançant en âge,

cependant, il ne tarde pas à saisir son importance quand on lui en parle. Le jeune homme tire assurément une fierté de la participation de son grand-père au rassemblement contre la conscription.

Philippe fait ses études primaires à l'école des Frères des écoles chrétiennes. À l'âge de 13 ans, le 6 septembre 1926, il entre au Petit Séminaire de Québec, le seul collège classique à l'époque dans la capitale. Il y demeure jusqu'en 1931. Son programme d'études se divise de la façon suivante: 1926-1927, éléments français; 1927-1928, éléments latins; 1928-1929, syntaxe; 1929-1930, méthode; 1930-1931, versification. Était-il un bon élève? Ses bulletins de 1928 à 1931 révèlent un intérêt marqué pour l'anglais, l'histoire et l'arithmétique. Par contre, d'année en année, sa moyenne générale baisse. Ainsi, au début, il se classe dans la moyenne, alors qu'à la fin de son séjour au séminaire il se situe en dessous de la moyenne⁴. Pourtant, au dire de ceux qui l'ont connu, il était intelligent, curieux et apte à réussir des études. Des témoignages indiquent que le jeune Vaillancourt avait un côté rebelle au séminaire. Il aurait véhiculé des idées «subversives» en distribuant des feuilles volantes qui ne plaisaient pas à la direction de l'établissement. Il est probable que celle-ci l'a même invité, sans l'obliger, à quitter le séminaire. Dans les bulletins scolaires de Vaillancourt, il n'est fait aucune mention de tels comportements; cependant, sa conduite à l'extérieur de la classe n'est pas exemplaire. Elle est qualifiée de très bonne en 1928, puis de simplement bonne en 1931. Les efforts consacrés à ses études passent de très bons (1928-1929) à insuffisants (1930-1931). Pourquoi s'applique-t-il moins? Le cadre de vie scolaire religieux ne devait pas correspondre à ses valeurs. Il quitte donc le séminaire et s'inscrit à l'académie Garneau. Dans la même période, deux de ses compagnons de classe et amis, les futurs journalistes Jean-Louis Gagnon et Pierre Chaloult, quittent également le séminaire.

Le jeune Vaillancourt lit beaucoup les auteurs de sa génération: Alphonse Daudet, Charles Maurras, l'abbé Lionel Groulx. Il va également suivre des cours du soir, les premiers dans le domaine des sciences sociales, donnés par le père dominicain Georges-Henri Lévesque à l'époque où la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval n'était pas encore fondée⁵.

Hubert Guindon avance l'idée que l'École des sciences sociales de l'Université Laval, sous la direction du père Lévesque, est en quelque sorte l'initiatrice du mouvement qui a fait basculer le Québec traditionnel du côté de la modernité⁶.

La crise économique sévit

Le jeune Vaillancourt poursuit ses études malgré la crise économique qui sévit depuis 1929. Sa famille est fortement touchée par la crise, car son père connaît de longues périodes de chômage entrecoupées de contrats de travail. Le taux de chômage au Québec passe brutalement de 2,9 % en 1929 à 25 % en 1933. Cette crise, qui n'en finit plus, influe sur l'humeur de la jeunesse. Elle va catalyser la naissance de nombreux mouvements à caractère nationaliste dans les années 1930.

Dans ces années, les politiques sociales sont quasi inexistantes et les œuvres de charité ne suffisent pas à répondre aux besoins des démunis. La charité publique consiste en un soutien municipal minimal qui complète l'aide offerte par les organismes privés de bienfaisance⁷. Il existe bien la Loi de l'assistance publique, adoptée en 1921, qui pourvoit aux besoins des indigents placés en institution, mais elle est insuffisante, car elle exclut la masse des chômeurs prêts à travailler que la crise jette dans la pauvreté. Des projets de travaux publics sont entrepris, suivis de programmes dits de « secours directs » institués par l'État. Les allocations sont d'abord versées sous forme de bons échangeables et, par la suite, le gouvernement a émis des chèques. Le gouvernement fédéral hésite, en raison des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB), à définir des politiques d'assistance publique en matière de secours de chômage ; les pouvoirs, en ce qui concerne la santé et l'aide sociale, appartiennent aux provinces et à leurs municipalités :

Les Pères de la Confédération n'ont pas rédigé l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour une société industrielle moderne constituée de travailleurs urbains, dépendants d'un salaire, et reliés entre eux par des réseaux de communications efficaces s'étendant d'un bout à l'autre du pays. Leur conception de l'aide sociale, qu'ils tenaient en grande partie de leurs ancêtres anglais et américains, ou issus de la France prérévolutionnaire, était fonction des populations établies dans des localités

relativement autarciques. Les services d'aide sociale en tant que tels n'étaient que rarement mentionnés et se trouvaient, de toute évidence, confiés aux provinces qui, dans la plupart des cas, s'en déchargeaient négligemment sur le dos des municipalités et des autorités locales⁸.

L'attitude du gouvernement fédéral s'explique par le fait qu'il défend une conception résiduelle de la sécurité sociale. Dennis Guest explique: «Ainsi, les politiques fédérales touchant au chômage et aux secours de chômage étaient élaborées en fonction de l'urgence des situations. Les programmes étaient reconduits année après année et l'on effectuait chaque nouvelle affectation de fonds destinés aux secours de chômage avec le sentiment que ce serait la dernière⁹.» Guest précise que «la grande crise des années 30 fut à ce point sévère que même les gens les plus prévoyants et économes durent s'abaisser à aller quémander du secours¹⁰». La crise frappe principalement les ouvriers, groupe dans lequel le chômage atteint un niveau alarmant, mais aussi la petite bourgeoisie et une fraction de la moyenne et grande bourgeoisie.

De 1933 à 1936, on compte un nombre dramatique de personnes ayant besoin des secours directs pour survivre, nombre qui passe de 187 255 en 1932 à 394 758 l'année suivante pour redescendre à 172 430 en 1937¹¹.

La ville est un lieu où fermentent les mouvements de protestation. C'est pourquoi le gouvernement du Québec, dirigé par le libéral Louis-Alexandre Taschereau, cherche à offrir une solution aux chômeurs des villes en adoptant la Loi de la colonisation qui vise à inciter les familles à quitter la ville pour s'établir dans les régions éloignées et y cultiver la terre. Cette loi est un échec: seulement 2% des 150 000 chômeurs urbains se prévaudront du «plan Vautrin», du nom du ministre libéral de l'Agriculture¹². Les administrations municipales contribuent à freiner cette migration en limitant leur aide aux citoyens habitant le territoire.

La crise a également mis en relief la position d'infériorité des Canadiens français au sein même de la société québécoise, ainsi que le retard du Québec face à l'Ontario. Les francophones, proportionnellement à leur nombre, sont peu présents dans les sphères de décision (gérants, contremaîtres, etc.). Ils ont, par contre, une place prépondérante dans les catégories

des ouvriers qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés. Si l'on compare le Québec à l'Ontario, l'industrie lourde se situe plus fortement dans la province voisine, tandis que le Québec reçoit une part importante de l'industrie légère. La présence marquée des entreprises du textile, du vêtement, du tabac et des chaussures de cuir est favorisée au Québec par l'abondance d'une main-d'œuvre « bon marché et souvent non qualifiée¹³ ». Conséquence : les travailleurs québécois sont plus faiblement rémunérés. « La Commission royale sur l'écart des prix, établie en 1934, et celle sur les textiles, en 1936, confirment le fait que le niveau de la rémunération des ouvriers québécois n'atteint pas celui de leurs voisins de l'Ontario et ce dans les mêmes industries. Le *cheap labour* québécois doit son sort avant tout à son abondance et à sa disponibilité », écrit Andrée Lévesque¹⁴. Cette inégalité entre le Québec et l'Ontario explique pourquoi, après la guerre, le Congrès canadien du travail (CCT) – la centrale syndicale dans laquelle Vaillancourt militera – exigera des gouvernements et du patronat un rattrapage salarial. L'économiste Gilles Beausoleil, à la demande du CCT et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), va publier, dans les années 1950, une étude démontrant l'existence de cet écart systémique des salaires entre les deux provinces¹⁵.

L'engagement littéraire

La crise de la conscription en 1917 et 1918 et la crise économique qui débute en 1929 sont les deux facteurs qui sont, au Québec, à l'origine de plusieurs mouvements politiques et littéraires dans les années 1930. Vaillancourt y prend part en fondant, avec Jean-Louis Gagnon, la revue *Vivre*, dont les bureaux sont situés au 166, rue Joffre, à Québec. Selon l'historien Jacques Lacoursière, la vieille capitale est « un peu secouée » par l'apparition de cette revue¹⁶. Bien que les deux amis ne viennent pas du même milieu social, ils expriment dans cette revue la révolte de la jeunesse contre le pouvoir établi et la Confédération canadienne. Gagnon est un intellectuel issu d'un milieu bourgeois qui refuse le déclin de sa classe sociale en voie de prolétarianisation. Vaillancourt, enfant du milieu ouvrier, représente une classe qui cherche à s'élever dans la société.

Table

Liste des sigles	7
CHAPITRE PREMIER	
L'enfance et la jeunesse	9
CHAPITRE II	
Le politique comme lieu d'apprentissage.....	24
CHAPITRE III	
La consolidation des syndicats	45
CHAPITRE IV	
Une reconnaissance syndicale difficile à obtenir.....	55
CHAPITRE V	
La recherche d'une action de masse.....	84
CHAPITRE VI	
Les travailleurs et l'action politique.....	101
CHAPITRE VII	
L'éducation syndicale.....	125
Conclusion	141
Notes.....	145
Bibliographie.....	161

Cet ouvrage composé en Palatino corps 11 a été achevé d'imprimer au Québec
le vingt-neuf octobre deux mille neuf sur papier Enviro 100% recyclé
pour le compte de VLB éditeur.



100%



Philippe Vaillancourt (1913-1984) est venu à l'action syndicale par la politique et, durant toute sa carrière, il a conjugué ces deux formes d'engagement. Amorcé pendant la Grande Crise pour se terminer pendant la Révolution tranquille, le parcours militant de Philippe Vaillancourt a été particulièrement ardu, en butte entre autres à l'opposition du gouvernement de Maurice Duplessis. Suivre Philippe Vaillancourt dans cette période pionnière, c'est revivre des conflits du travail souvent violents, c'est suivre l'histoire des rivalités et des regroupements de syndicats, des tentatives de ces derniers de créer un parti ouvrier en s'alliant avec la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), puis avec le Nouveau Parti démocratique (NPD) de T. C. Douglas. Fermement convaincu de l'importance de l'éducation syndicale, Philippe Vaillancourt a consacré à cette priorité les dernières années de sa carrière au Congrès canadien du travail (CCT) pour le Québec, dont est membre la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Photo : © Marie-Hélène Comby



Marc Comby est historien et archiviste. Il s'intéresse particulièrement à l'histoire du syndicalisme et des mouvements sociaux au Québec. Il est responsable du *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et des travailleuses du Québec* (RCHTQ) depuis 2005. Il partage son temps de travail entre la Confédération des syndicats nationaux, où il est documentaliste, et la Fondation Armand-Vaillancourt, où il est historien et archiviste.

CHAIRE Hector-Fabre
d'histoire du Québec
UQÀM

ISBN 978-2-89649-082-0

